

Le Monde

Racisme banalisé

Éditorial du 22 mars 2006

Depuis l'assassinat d'Ilan Halimi, victime du stéréotype établissant un lien entre les juifs et l'argent, comme en attestent les auditions dont Le Monde fait état en page trois, jusqu'au meurtre à Oullins de Chaïb Zehaf, un Français d'origine algérienne, l'actualité récente a malheureusement démontré que le racisme et l'antisémitisme pouvaient encore être, en 2006, à l'origine d'abominables crimes. Pourtant, le rapport publié mardi 21 mars par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) confirme une baisse de 38 % de l'ensemble des violences et des menaces à caractère raciste en 2005 par rapport à 2004. Pour les seuls actes antisémites, la baisse est même de 48 %.

Ce rapport annuel de la CNCDH pourrait donc apparaître rassurant. Il est au contraire très alarmant sur l'évolution des mentalités. Le sondage réalisé par le CSA, dans un contexte il est vrai particulier de la crise des banlieues de novembre 2005, dévoile une banalisation croissante du racisme. Un Français sur trois n'hésite pas aujourd'hui à se déclarer raciste, soit une augmentation de 8 % de ceux qui en font l'aveu. Plus de six Français sur dix jugent que *"certains comportements peuvent justifier des réactions racistes"*. Et 56 % des Français (en hausse de 18 points) affirment qu'il y a trop d'étrangers... Dans un pays qui perd ses repères et qui est rongé par une angoisse économique et une inquiétude sociale croissantes, on assiste à une libération de la parole raciste. Par repli sur soi, indifférence, peur, méfiance ou mépris, parfois par inculture – comme pour ce *"gang des barbares"* accusé du meurtre d'Ilan Halimi et chez lequel le procureur de la République de Paris a décelé le *"degré zéro de la pensée"* –, un tiers des Français brisent le tabou du non-avouable et affichent leur racisme. Cette banalisation s'accompagne d'une *"démobilisation sensible"*, selon la CNCDH, de la lutte contre le racisme. Seuls 32 % des sondés (– 18 points en un an) sont prêts à avertir la police d'un comportement raciste.

Aux raisons économiques, sociales et culturelles qui expliquent cet enkystement du racisme, s'ajoutent des explications qui tiennent à des évolutions de la société. La montée du communautarisme, dont ont pu témoigner aussi bien le débat sur la question coloniale que l'affaire des caricatures de Mahomet, peut aussi libérer l'expression d'un racisme primaire. Ainsi, selon le sondage du CSA, si 66 % des sondés pensent que *"les Français musulmans sont des Français comme les autres"*, ce sentiment recule en un an de onze points. A cet égard, des initiatives transcommunautaires comme cette *"rencontre des différences"*, organisée à Paris jusqu'au 26 mars, vont dans le bon sens. Le racisme ne reculera que lorsqu'on aura vraiment fait progresser le *"pari du vivre ensemble"*.

En 2005, les opinions racistes ont gagné du terrain en France

QUESTION À ESTHER BENBASSA ET JEAN-CHRISTOPHE ATTIAS

« Il faut s'attaquer aux racines du mal avec des projets de vivre ensemble »

Article paru dans l'édition du 22 mars 06

Vous êtes des universitaires spécialistes du judaïsme. Pourquoi avez-vous pris l'initiative d'organiser, du 19 au 26 mars à Paris, une semaine de lutte contre les discriminations et pour la rencontre des différences ?

Une première journée d'échange entre juifs et musulmans, organisée au printemps 2004, en pleine intifada, avait montré qu'il était possible, au-delà des dissensions, de s'écouter. Cette semaine s'inscrit dans le même esprit : montrer qu'il est possible que des citoyens de toute culture dialoguent, prennent ensemble la parole pour dire ce qui ne va pas et fassent des propositions.

Cette semaine n'est pas simplement une semaine contre les discriminations. C'est aussi une semaine de rencontre : elle se veut un appel à la société à se prendre en main, à faire des projets constructifs et à refuser cette tendance des politiques à combler leur absence de projets par la communautarisation. Nous avons voulu faire un pari, le « pari du vivre ensemble ». Il sera gagné si d'autres prennent le relais.

Au cours des premiers débats, on a vu comment les gens sont repliés sur les questions qui préoccupent leur propre groupe. En même temps, se dégage le constat partagé d'une société malade et de la nécessité que cela change. Des pas en avant sont faits, des pas feutrés, mais positifs. Il y a beaucoup de ressentiment, mais il existe aussi un petit ferment d'optimisme : ici et là se mettent en place des actions concrètes et positives, actions qu'il faut montrer et encourager.

Politiques et médias sont dans la compassion, la dénonciation, la répression des actes racistes. Mais à se focaliser sur les faits les plus visibles, on en oublie l'évolution, beaucoup plus insidieuse, de la parole raciste qui gagne du terrain. Cela prouve bien qu'il faut aller au-delà et s'attaquer aux racines du mal en proposant des projets de « vivre ensemble ». La société est aussi en manque d'espoir.

Nous avons ressenti de façon très concrète des réticences des institutions communautaires. En revanche, les associations de terrain, les individus ont répondu dans toute leur diversité. Il y a des communautés en France, mais des dynamiques trans-communautaires peuvent se mettre en place.

Propos recueillis par Laetitia Van Eeckout